

Chers compatriotes.

Un budget dynamique, une nation solidaire, une école performante, une société juste et équilibrée, des services publics efficaces, tout cela est bien joli mais nous ne pouvons malheureusement pas vivre d'amour et d'eau fraîche. D'accord, certains pays ne produisent pas grand-chose et s'en sortent parfois très bien par le développement des services liés par exemple à la finance ou au tourisme. Non seulement ils acceptent alors de dépendre de fournisseurs étrangers dont les intentions ne sont pas forcément saines mais ils perdent aussi tout contrôle sur l'impact environnemental et social des produits qu'ils achètent. Sans parler des conséquences délétères de cette dépendance quand une crise majeure survient, comme on vient de le voir avec le Covid-19. C'est pourquoi rechercher, entreprendre et produire forment un triptyque fort pour toute nation qui souhaite maîtriser un tant soit peu son destin. Voici donc cette dernière clef politique, le levier productif.

Finalement, ce qui a donné aux êtres humains un avantage démesuré par rapport aux animaux, c'est leur capacité phénoménale à se projeter dans l'avenir. Cette possibilité de concevoir le temps, d'anticiper et d'agir en conséquence leur a ouvert les portes de la suprématie terrestre. Malheureusement, les buts définis ne sont pas toujours louables, les méthodes utilisées ne sont pas toujours sincères et les effets escomptés ne sont pas toujours atteints. Il arrive même d'aboutir au contraire de ce qui était attendu. On peut même faire le mal en croyant faire le bien ! En fait, c'est un peu l'histoire de l'humanité quand on voit toutes ces belles inventions devenues des instruments de destruction, quand on voit où nous en sommes, pris dans un progrès dont on se demande parfois s'il ne serait pas plutôt une irrémédiable régression. Il n'y a donc vraiment rien d'anodin dans ce que l'on choisit de créer et de produire, ni dans la façon de le faire. Au fond, produire, comme l'étymologie de ce mot l'indique, sert à amener quelque part et c'est sans doute parce que nous ne savons pas où nous allons que nous produisons

tout et n'importe quoi, trop, mal ou pas assez. Bref, définir une politique de production doit permettre de définir une perspective d'avenir.

Longtemps, dans un monde dominé par la compétition militaire entre les nations, la production a été perçue comme une condition de l'indépendance et de la puissance. Les pays qui prétendaient régenter le monde avaient pour objectif d'être en capacité de produire sur leur sol un arsenal militaire complet et performant mais aussi d'assurer les approvisionnements en cas de conflit. Si bien que toute leur économie était tirée par l'obsession militariste pour former les fameux complexes militaro-industriels dont j'ai déjà parlé. Aucune considération d'ordre environnemental ou d'ordre éthique n'était prise en compte. Après les deux guerres mondiales ravageuses, rien n'a véritablement changé car la modernisation, la production et le commerce des armes sont restés au cœur des politiques publiques. Songez qu'environ 2000 milliards de dollars d'argent public, soit 250 dollars par être humain, sont dépensés chaque année dans le monde pour acheter des armes ! Mais en plus, tout cela se fait maintenant en parallèle d'une guerre économique totale, d'un business mondialisé soumis au principe de la recherche de croissance et de la minimisation des coûts, où la production se contente de suivre le marché et n'a aucun sens politique. L'explosion du numérique est en cela exemplaire : l'impact écologique, énergétique, social et sociétal des produits et des infrastructures d'internet est gigantesque alors qu'on nous vend cela comme un avenir désirable ou, à défaut, incontournable.

Car c'est toujours la même histoire, il faut suivre le mouvement sous peine d'être les dindons de la farce. Pour ne pas être relégué, déclassé, dépendant voire assujetti, on se doit de participer à la course folle. La France qui, depuis plus de trente ans, a lamentablement laissé filer tous les acquis de l'épopée industrielle gaulliste pour quelques broutilles financières ou idéologiques n'a pas le choix : réindustrialisation, relocalisation, innovation, baisse des charges et des impôts de production, constituent des objectifs légitimes dont les gouvernements semblent enfin avoir compris l'impérieuse nécessité. Mais nous devons faire cela avec un nouvel état d'esprit. Il y a bien sûr l'exigence de normes environnementales et sociales que l'Europe doit imposer

à l'intérieur et vis-à-vis de l'extérieur. Il y a surtout la recherche d'une nouvelle alliance citoyenne autour de la production et de la consommation pour définir une perspective de développement responsable et motivante. La Subvention AMAP Plus, ma mesure n°2, et la Taxe Variable sur les Nuisances Ajoutées, ma mesure n°20 vont dans ce sens. Il faut les compléter par un outil pratique permettant d'impliquer les Français dans les grands choix de production.

Je propose la création d'un Fonds Climat, Industrie, Énergie et Logement. Ce fonds sera doté de 10 milliards d'euros par an et sera piloté par le Commissariat au Plan. Chaque citoyen français pourra prendre part à l'administration de ce fonds via une plateforme numérique, c'est-à-dire voter les décisions et contrôler la gestion. Le Fonds Climat, Industrie, Énergie et Logement, dit Fonds CIEL, sera soumis à une charte éthique qui en définira précisément le cadre et les modalités d'intervention. Il prendra des parts dans des entreprises de production nouvelles ou existantes, basées essentiellement sur le territoire national. Il financera également des infrastructures et des programmes de recherche. Par exemple, le Fonds CIEL pourra viser la destruction des ghettos urbains, le rachat et la réhabilitation de logements anciens en province, la construction de logements et de bâtiments industriels à énergie positive, le développement des nouvelles technologies de l'énergie utilisant l'eau, la terre et l'air (hydrogène, osmose, géothermie, biomasse, aérothermie, captage de CO2). L'énergie nucléaire sera confortée et modernisée pour le temps nécessaire à la transition.

Voilà, la dernière clef politique, la n°28, c'est le levier productif qui, en matérialisant l'élan créatif des êtres humains, est un enjeu stratégique majeur pour les nations. Les choix effectués au niveau de la production, loin d'être neutres, définissent une perspective, engagent les citoyens dans une direction dont ils n'ont pas toujours conscience. L'industrialisation, la mondialisation et la numérisation, la course à l'armement et la guerre économique, ont livré la production à une forme d'anarchie productiviste sans aucune maîtrise des tenants et des aboutissants de la croissance. Si des décennies d'errance technocratique française imposent de redresser la barre pour retrouver de l'indépendance et de la productivité, il faut aussi donner du sens à la

production et permettre aux citoyens d'en profiter de façon tangible. Pour le climat, l'industrie, l'énergie et le logement, anticipons, innovons, investissons pour vivre mieux ensemble !

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 7 mars prochain pour un message de bilan et de perspective, qui suivra la publication de la liste officielle des candidats à l'élection présidentielle. Je vous dis donc : à bientôt !